

# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023**

Conseil municipal du 9 Février 2023

# Sommaire

<b>Préambule</b>	3
<b>1. CONTEXTE DE L'ELABORATION DU BUDGET</b>	4
1.1. Le contexte macro-économique	4
1.2. Les dispositions de la loi de finance 2023 pour les collectivités territoriales	5
1.3. Les relations financières avec le territoire	7
1.4. Le contexte communal	7
<b>2. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU MANDAT AU TRAVERS LE BUDGET 2023</b>	7
2.1. Développer un service public moderne et proche	8
2.2. Dynamiser la vie associative, culturelle et sportive	8
2.3. Agir pour l'environnement et la transition écologique	9
2.4. Renforcer l'attractivité de la ville et de ses équipements	9
2.5. Œuvrer pour la solidarité et la sécurité des Avrillais	9
2.6. Être acteur de l'éducation et de l'épanouissement des jeunes	10
<b>3. LES ORIENTATIONS EN FONCTIONNEMENT</b>	11
3.1. Recettes de fonctionnement 2023 = + 9%	11
3.1.1. Les impôts et taxes (Chapitre 73)	11
3.1.2. Les dotations de l'Etat (Chapitre 74)	11
3.1.3. Autres produits courants dont tarification des services ( chapitre 70)	12
3.1.4. Opération d'ordre (chap 042)	12
3.1.5. les chapitres 75 et 77 sont peu significatifs de part leur montant	12
3.2. Dépenses de fonctionnement	13
3.2.1. Charges à caractère général (chapitre 011)	13
3.2.2. Autres charges de gestion courante (chapitre 65)	14
3.2.3. Charges de personnel	16
3.2.3.1. Structure des charges de personnel	16
3.2.3.2. Heures supplémentaires rémunérées 2022	16
3.2.3.3. Etat des effectifs budgétaires et pourvus au 1er janvier 2023	17
3.2.3.4. Etat des emplois permanents pourvus, par catégorie professionnelle	17
<b>4. LES ORIENTATIONS EN INVESTISSEMENT</b>	18
4.1. Les recettes propres	18
4.1.1. FCTVA	18
4.1.2. Subventions d'investissement	18
4.2. Les dépenses d'investissement	19
4.2.1. Le Plan pluriannuel d'investissement (PPI)	19
4.2.2. Autorisations de programme / crédits de paiement (AP/CP)	19
<b>5. LA GESTION DE LA DETTE</b>	21
5.1. La dette propre de la Ville	21
5.2. Les garanties d'emprunt	22
<b>6. LES GRANDS EQUILIBRES</b>	23
6.1. Les différents niveaux d'épargne	23
6.2. Le besoin de financement résiduel : le recours à l'emprunt	23
6.3. Capacité de désendettement	24
<b>7. LES BUDGETS ANNEXES</b>	24

# Préambule

## UNE ETAPE ESSENTIELLE DE LA VIE MUNICIPALE

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) est la première étape de la procédure budgétaire, préalable de l'adoption du budget primitif dans les collectivités de 3 500 habitants et plus. La tenue de ce débat doit se dérouler dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Ce débat s'appuie sur un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) dont le contenu est précisément défini par la réglementation.

Ainsi ce rapport doit comporter :

Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement, les engagements prévisionnels envisagés ainsi que les informations sur la structure et la gestion de l'encours de la dette. On y trouvera rattachées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.

Des éléments complémentaires sont produits pour les communes de plus de 10 000 habitants, à savoir la structure des effectifs, les dépenses de personnel (rémunérations, traitements indiciaires, régimes indemnitaires, bonifications indiciaires, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature). La durée effective du travail est précisée.

La loi de Programmation des Finances Publiques de 2018 ajoute la nécessité de transmettre l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimées en valeur

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante conformément à l'article L.2312-1 du CGCT. Cette délibération fait l'objet d'un vote du DOB sur la base du ROB et fait apparaître la répartition des voix.

La transmission du rapport sur lequel se fonde le débat d'orientations budgétaires est faite au Préfet, à l'EPCI de rattachement et mise à disposition du public, dans les 15 jours suivant son examen en conseil municipal.

# **1. CONTEXTE DE L'ELABORATION DU BUDGET**

## **1.1. Le contexte macro-économique<sup>1</sup>**

### **L'économie mondiale :**

L'économie mondiale fait face à des vents contraires, notamment la hausse des prix de l'énergie et le resserrement des politiques monétaires. Elle bénéficie des soutiens budgétaires et du relâchement progressif des tensions d'offre. La croissance mondiale serait ainsi modérée en 2022 et en 2023. Les économies avancées ralentiraient mais resteraient en croissance. La Chine serait pénalisée par la stratégie « zéro Covid » et la Russie enregistrerait une forte baisse du PIB liée aux sanctions.

En 2022, l'économie mondiale enregistrerait une croissance de +3,3 % malgré une hausse historique des prix des matières premières, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'activité mondiale serait également résiliente en 2023, avec une croissance prévue de +3,1 %.

Les économies avancées ralentiraient sous l'effet d'un resserrement monétaire et du niveau élevé des prix énergétiques. Elles continueraient toutefois à croître modérément, grâce aux soutiens budgétaires, en particulier au plan de relance européen, aux capacités de rattrapage dans certains pays et au reflux progressif des contraintes d'approvisionnement.

Le Royaume-Uni fait figure d'exception : il connaîtrait une récession en 2023, alors que la banque centrale a relevé très rapidement ses taux face à une inflation particulièrement élevée, qui reflète les contraintes d'offre liées au Brexit et l'absence de mesures pour réguler les prix de l'énergie.

En Russie, malgré la mise en place de mesures de contrôle des capitaux et de soutien budgétaire qui ont amorti l'effet immédiat des sanctions, l'économie connaîtrait une récession marquée en 2022 et 2023.

Après un très fort rebond en 2021, le commerce mondial en biens resterait dynamique en 2022, avant un freinage plus marqué en 2023. La croissance de la demande mondiale en biens adressée à la France serait supérieure à celle du commerce mondial en 2022 - reflétant une dynamique de rattrapage du commerce des pays européens.

Les incertitudes géopolitiques, l'approvisionnement énergétique, le risque de désencrage des anticipations d'inflation, les risques climatiques constituent les principaux aléas pesant sur ce scénario international.

### **L'économie française :**

Sur les années 2022 à 2024, l'économie française traverserait trois phases bien distinctes : une résilience meilleure que prévu au cours de la plus grande partie de 2022 ; un net ralentissement à partir de l'hiver prochain, dont l'ampleur serait entourée d'incertitudes très larges ; une reprise de l'expansion économique en 2024.

En dépit des difficultés persistantes côté offre, la croissance du PIB serait meilleure que prévu précédemment en 2022 (2,6 % en moyenne annuelle), portée par la résilience de la demande et le rebond du secteur des services. Mais le choc supplémentaire sur les prix internationaux du gaz naturel survenu au cours de l'été, combiné à l'arrêt des livraisons de gaz russe vers l'Europe, freinerait l'activité à partir du dernier trimestre.

---

<sup>1</sup> Source : Banque de France

Pour 2023, la projection est entourée d'incertitudes très larges liées à l'évolution de la guerre russe en Ukraine. Les aléas portent à la fois sur les quantités et les prix d'approvisionnement en gaz, ainsi que sur l'ampleur et la durée des mesures gouvernementales de protection des ménages et des entreprises.

C'est pourquoi nous avons choisi de retenir des fourchettes de prévisions. Pour la variation annuelle du PIB, elle s'établirait entre 0, 8 % et - 0, 5 %, avec des taux d'inflation compris respectivement entre 4,2% et 6, 9 %.

Ces fourchettes ont été définies autour d'un scénario de référence où, selon la convention habituelle, les prix de l'énergie (pétrole et gaz) évolueraient selon les prix sur les marchés à terme (observés à la date du 22 août), et où l'arrêt des livraisons de gaz russe serait en partie compensé par les possibilités de substitution et les économies d'énergie.

Dans ce scénario de référence, les tarifs d'électricité évolueraient comme en 2022, et les tarifs de gaz seraient ajustés graduellement afin de rejoindre mi-2024 les niveaux justifiés par les prix de marché. Cela aboutirait en 2023 à une hausse du PIB de 0, 5 % et **un taux d'inflation (IPCH) de 4, 7 %**, avec un pouvoir d'achat par habitant qui serait préservé.

Le haut de la fourchette de croissance serait atteint dans le cas où l'ajustement des tarifs de gaz serait plus limité, sous l'effet d'une levée plus progressive du bouclier tarifaire, au prix d'un endettement public encore accru.

A l'opposé, le bas de la fourchette - qui n'exclurait pas une récession restant cependant limitée et temporaire, correspondrait à un scénario où l'arrêt des livraisons de gaz s'accompagnerait d'une hausse supplémentaire des cours du gaz naturel et d'une limitation de la fourniture de gaz et d'électricité.

A l'horizon 2024, dans un contexte de détente graduelle des tensions sur les marchés de l'énergie, l'économie française renouerait avec une croissance plus soutenue. Sur la base du scénario de référence, le PIB augmenterait de 1, 8 % **et l'inflation totale reviendrait fin 2024 vers l'objectif de 2 % (2,7% en moyenne annuelle).**

A travers ces trois années, l'économie française montrerait une résilience de l'emploi, du pouvoir d'achat des ménages et du taux de marge des entreprises : au-delà des variations de court terme, chacune de ces trois variables serait en 2024 meilleure que dans la situation pré-Covid. En revanche, le ratio d'endettement public, déjà fortement dégradé à la suite du choc Covid, serait au mieux stabilisé à l'horizon 2024, du fait notamment du coût des mesures de soutien type bouclier tarifaire.

## 1.2. Les dispositions de la loi de finance 2023 pour les collectivités territoriales

Le cadre national fixé par la loi de Finances est primordial pour la tenue des objectifs nationaux car les collectivités participent à près de la moitié de l'investissement dans le pays.

Les principales mesures susceptibles d'impacter le budget 2023 de la ville d'Avrillé sont les suivantes

- La Loi de finances 2023 (LDF) prévoit une augmentation de la péréquation verticale :
  - **+ 90 millions d'Euros (+3.51%)** de la Dotation de Solidarité Urbaine(DSU)
  - Au titre de 2022 la commune d'Avrillé a touché 134 606€.
- **Stabilisation de la péréquation horizontale Le FPIC à 1 milliard d'€**
  - La commune d'Avrillé a touché à ce titre en 2022 = 246 194€
- **Augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) + 4.2%**
  - La commune d'Avrillé a touché à ce titre en 2022 = 1 463 313€

La LDF 2020 a étendu l'exonération de Taxe d'habitation sur les résidences principales à l'ensemble des ménages.

Le processus d'exonération sera le même que celui de la première phase, à savoir exonération par tiers applicable de 2021 à 2023.

La suppression de la T.H. sera donc finalisée en 2023, mais demeure compensée.

**Elle reste éligible pour les résidences secondaires.**

**Cette mesure se traduit cependant par une perte d'autonomie financières pour la commune d'Avrillé qui ne peut plus activer le levier de vote de taux et donc de la liberté d'appliquer une réelle politique fiscale.**

La revalorisation forfaitaire des bases locatives cadastrales sont revalorisées annuellement selon l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) calculé de Novembre N-1 à novembre N-2

**Il convient de noter que cet indice basé sur l'inflation constatée sera revalorisé de 7.1% en 2023 après +3.4% en 2022.**

**Le gouvernement, conscient de la période d'instabilité géopolitique ainsi que de l'inflation extrêmement élevée, permet ainsi aux communes de bénéficier de ces taux afin d'augmenter leur produit fiscal et de limiter les impacts sur les budgets territoriaux.**

L'effort se concentre sur les seuls propriétaires de foncier bâti ainsi que sur le foncier bâti des entreprises.

En matière de financement, la Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR) ainsi que le Fonds d'Aide à l'Investissement Local (DSIL) sont maintenus.

De plus, un Fonds d'accélération écologique dans les territoires appelé « fonds vert » est voté (LDF 2023)

Il est prévu un fonds de 2 milliards d'euros destiné à soutenir les projets de transition écologique des territoires et notamment :

- La performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des bio déchets,...)
- L'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation),
- L'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des Zones à Faible Emission,...)

Enfin, pour information :

Suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE - LDF 2023)

La cotisation à la valeur ajoutée (CVAE) sera supprimée progressivement en 2023 et 2024, pour les entreprises. Ainsi, le taux d'imposition de la valeur ajoutée pour la CVAE est réduit de moitié pour 2023, puis sera supprimé en 2024.

Par contre, les articles du code général des impôts et du code général des collectivités territoriales relatifs aux recettes perçues par les collectivités territoriales sont supprimés dès 2023, ainsi que les compensations d'exonérations de CVAE.

Ceci implique que les collectivités perdront dès 2023 la totalité de la CVAE, et que celle-ci sera compensée intégralement dès 2023, selon les modalités décrites ci-dessous.

Par contre, la dynamique de cette fraction de TVA ne sera pas restituée individuellement. En effet, l'article 5 du PLF 2023 organise le versement de cette fraction de TVA en deux parts.

. Une part individuelle et figée, égale à la somme des produits compensés (moyenne de CVAE

Encaissée entre 2020 et 2022 et moyenne des compensations de CVAE 2020 à 2022).

. Le solde entre la fraction de TVA et la part figée, s'il est positif, sera affecté à un « fonds national de l'attractivité économique des territoires, [...] », afin de tenir compte du dynamisme de leurs territoires respectifs, selon des modalités définies par décret. »

Ce dispositif ne concerne pas la ville d'Avrillé puisque la CVAE était perçue par Angers Loire Métropole **mais il s'agit d'une disposition importante de la Loi de Finances 2023**

### 1.3. Les relations financières avec le territoire

La communauté urbaine garde le cap des grands chantiers en cours (tramway, renouvellement urbain des quartiers de Montplaisir et de Belle Beille, territoire intelligent), et en en initiant de nouveaux, tel que celui d'accompagnement de la transition écologique.

Le projet de transformation en **métropole** est envisagé, en fonction des évolutions législatives nécessaires.

A noter cependant le transfert des compétences Voirie et Eaux Pluviales depuis le 01 janvier 2022 des communes vers Angers Loire Métropole.

Les régularisations comptables viennent d'être délibérées fin 2022.

### 1.4. Le contexte communal

Le compte administratif 2022 voté en juin dernier rappelle la gestion saine des finances de la Ville. Ainsi, La Ville d'Avrillé a pu faire face au contexte particulier de l'inflation 2022 générale, de la crise du prix de l'énergie qui sera encore prégnante en 2023.....

Désormais, la Ville doit poursuivre sa politique de développement et répondre aux attentes de la population en matière de services publics et la nécessité de se doter de technicité en interne a également été prise en compte dès 2021- 2022.

Dans ce contexte, les projections 2023 devront de nouveau répondre à tous les enjeux et aux orientations budgétaires de l'année.

## **2. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU MANDAT AU TRAVERS LE BUDGET 2023**

La vie municipale est aujourd'hui de plus en plus impactée par un contexte institutionnel et budgétaire mouvant, incertain, qui modifie régulièrement ses missions et particulièrement ses ressources.

Cette réalité exige de la collectivité à la fois rigueur et agilité dans la gestion de ses moyens pour continuer à agir avec pertinence là où les administrés en ont le plus besoin.

C'est dans ce cadre que s'effectue cette préparation budgétaire 2023, en cohérence avec les objectifs politiques de la municipalité déjà exprimés, construits autour de 6 axes d'intervention :

- Développer un service public moderne et proche
- Dynamiser la vie associative, culturelle et sportive
- Agir pour l'environnement et la transition écologique
- Renforcer l'attractivité de la ville et de ses équipements
- Œuvrer pour la solidarité et la sécurité des Avrillais
- Être acteur de l'éducation et de l'épanouissement des jeunes

Ils s'appuient sur deux enjeux majeurs en réponse aux attentes des Avrillais : offrir un service public de qualité et investir pour moderniser la ville de façon équilibrée et durable.

## 2.1. Développer un service public moderne et proche

La collectivité a engagé dès 2020 une mutation importante de son fonctionnement interne pour apporter un service public toujours plus efficace.

Cette volonté passe d'abord par un travail plus transversal entre directions, impulsé par les managers et qui pourra notamment s'appuyer sur une refonte des systèmes d'informations en cours associée à un volet formation important pour les agents. Une attention particulière sera portée en faveur du quotidien des agents et de la qualité de la relation aux usagers.

A ce titre et pour mieux accompagner les Avrillais dans leurs démarches, l'Espace Josephine Baker a ouvert au 40 avenue Pierre-Mendès France, afin d'offrir une aide personnalisée de proximité dans de bonnes conditions d'accueil (espaces de confidentialité, conseils informatiques, suivi social, séances d'inscriptions aux services municipaux...).

La participation citoyenne sera également au cœur de l'année 2023 avec la réalisation des projets précédemment retenus, ainsi que des ateliers citoyens pour écrire avec les habitants un projet commun pour l'avenir de la ville.

Informier, expliquer, co-construire : c'est dans cet esprit que la municipalité poursuivra ses efforts pour favoriser le lien avec les habitants et améliorer l'accès aux services publics.

## 2.2. Dynamiser la vie associative, culturelle et sportive

La municipalité entend poursuivre son engagement au bénéfice de la vitalité des associations locales. A l'image de la programmation estivale « Avrillé l'été » et de la continuité de l'événement associatif « Place des Assos »

La mise en lumière des acteurs associatifs et le partenariat avec les habitants comme avec le tissu économique seront soutenus par la collectivité.

Outre les subventions de fonctionnement, le soutien aux initiatives nouvelles se poursuivra. Les actions telles que « Place des Savoirs », la dynamique Sport Santé ou encore les dispositifs à vocation éducative et citoyenne seront encouragés.

Pour accompagner cet élan, les infrastructures feront l'objet d'une attention particulière, avec la poursuite de la rénovation de certains complexes et l'engagement de nouveaux projets ambitieux.

Attendue par de nombreux habitants et partenaires, la reconstruction de l'espace Lino Ventura sera actée cette année, pour une ouverture en fin 2025.

Sur le plan culturel, la programmation du centre Brassens fera l'objet d'un soin particulier pour renforcer son attractivité et accueillir de nouveaux publics.

Toujours sur le plan culturel une nouvelle médiathèque, actée elle aussi, sera livrée fin 2025 début 2026.

Ces deux réalisations indiquent la volonté forte de la municipalité de renforcer l'attractivité de la commune et son développement.



## 2.3. Agir pour l'environnement et la transition écologique

Au cœur de toutes les politiques municipales, l'écologie s'inscrit comme un fil rouge des actions de la collectivité. La première des exigences concerne les propres interventions des services municipaux dans la ville.

Le diagnostic en matière de gestion différenciée lancée fin 2021 permettra en 2023/2024 de définir de nouvelles modalités d'entretien et de plantation pour tous les espaces verts. Un vaste plan d'interventions sera mis en œuvre en 2023 alors que de nombreux secteurs paysagers n'ont pas été pris en charge depuis de nombreuses années et que le patrimoine de la ville s'étend au gré de son urbanisation.

Les actions de communication et de sensibilisation seront développées auprès des agents comme des habitants (O'Grand Air, Journée citoyenne, ateliers dans les écoles et les accueils de loisirs...). En interne, un plan d'actions sera conduit pour améliorer les pratiques de l'ensemble des services municipaux.

Cette ambition se retrouve également dans la politique d'aménagement de la ville, avec des exigences importantes envers les promoteurs, les aménageurs et les architectes. La végétalisation des îlots (prioritairement de pleine terre), le respect des zones paysagées existantes ou encore la construction de bâtiments durables (peu énergivores, matériaux décarbonés) sont privilégiés.

## 2.4. Renforcer l'attractivité de la ville et de ses équipements

Avrillé connaît des mutations urbaines importantes : cœur de ville, Plateau Mayenne, Le Pré, Bois du Roy... Au-delà des constructions, il convient d'accompagner ces évolutions pour préserver l'identité avrillaise, offrir une qualité de vie remarquable à tous les habitants et développer l'attractivité de la ville au sein de la communauté urbaine.

Le centre-ville en est un élément central. La Place Jacques Chirac et la Place Saint-Gilles sont les deux emblèmes de cette vie urbaine renouvelée autour d'espaces largement végétalisés, carrefours de nombreux usages (commerces, services, transports, culture, services publics...). En 2023/2024, les nouveaux logements et commerces à l'architecture soignée seront accompagnés de la sortie de terre d'équipements importants tels que l'espace de santé, et l'avancée de nouvelles voies mêlant tout type de mobilité.

Le Plateau Mayenne sera bien évidemment au cœur des préoccupations en 2023, avec l'émergence attendue de projets phares attendus, tels que le Lycée des Buissonnets et des programmes immobiliers. La Ville entend affirmer son souci de faire de ce nouveau quartier un lieu de vie à l'esprit 100 % Avrillais. Il s'agit de développer les équipements et lieux publics, la vie commerciale et économique, et bien-sûr des connexions de qualité avec les autres quartiers de la ville. Un engagement fort sera respecté : 50 à 60 % du Plateau Mayenne sera végétalisé au terme de son aménagement.

A l'image de ces deux quartiers et des nouveaux équipements déployés, 2023 sera une année charnière pour façonner le nouveau visage d'Avrillé et le valoriser au-delà des frontières communales.

## 2.5. Œuvrer pour la solidarité et la sécurité des Avrillais

L'accompagnement social et la médiation seront encore renforcés en 2023, à l'Espace Josephine Baker.

L'accent sera mis sur la lutte contre l'isolement avec le déploiement de nouveaux services pour la mobilité et l'entraide au quotidien.

Pour préserver le bien-vivre ensemble, la sécurité est un axe important du projet municipal. Après le recrutement d'un 6<sup>ème</sup> policier municipal à l'été 2021. A cela s'ajouteront la montée en puissance du dispositif Voisins Vigilants et Solidaires et surtout, le développement du réseau de caméras de vidéo-surveillance dans la ville. Avec l'Etat et les autres partenaires, la ville poursuit ses actions de sécurité quotidienne

(dépôts sauvages, dégradations, vols...) sera renforcée en parallèle des actions pour la sécurité de tous les usagers de la route.

A ce titre, au-delà de la sensibilisation et de la répression, la municipalité est à l'écoute des Avrillais pour adapter les conditions de circulation (vitesse, visibilité, accessibilité...) aux réalités constatées. Un travail particulier sera mené pour poursuivre la rénovation des trottoirs, améliorer la sécurité aux entrées d'établissements scolaires ou encore réduire la vitesse notamment sur le Plateau Mayenne.

## 2.6. Être acteur de l'éducation et de l'épanouissement des jeunes

Le relais petite enfance poursuivra son développement en 2023 avec un accompagnement personnalisé des parents et des professionnels. Le projet d'ouverture d'un nouvel établissement d'accueil des jeunes enfants (30 places) en cœur de ville entrera rapidement dans une phase opérationnelle.

Les écoles doivent aussi poursuivre leur modernisation afin d'offrir un cadre de vie scolaire optimal pour les jeunes Avrillais.

Tous les établissements scolaires publics feront l'objet d'importantes interventions d'amélioration (aires de jeux, accessibilité, sécurisation, gros entretien...).

Comme en 2022, le service apporté aux familles en matière d'accueil périscolaire et d'accueil de loisirs sera ouvert au plus grand nombre (sans limitation) afin de répondre aux besoins des parents. La municipalité poursuivra la mise à disposition d'éducateurs sportifs dans le milieu scolaire, ainsi que la proposition d'animations culturelles avec le Centre Brassens.

Auprès des adolescents et jeunes adultes, l'effort important de médiation sera développé avec de nouvelles animations dans les quartiers. Engagée en 2021, la formalisation des relations entre la ville et les partenaires locaux tels que la MJC entrera dans une phase opérationnelle avec une nouvelle répartition des actions.(animations, sensibilisations, actions citoyennes...).

Enfin, un nouvel espace de glisse dans le parc Brassens verra le jour en 2024, en concertation avec un groupe de jeunes mobilisés pour imaginer ce nouvel équipement.

***Ce programme ambitieux mais réaliste, qui s'inscrit dans un plan de mandat assumé, repose sur des orientations budgétaires avec des dépenses de fonctionnement maîtrisées et des équilibres structurels préservés et ce, sans augmentation des taux de fiscalité communaux.***

## 3. LES ORIENTATIONS EN FONCTIONNEMENT

### 3.1. Recettes de fonctionnement 2023 = + 9%

Section de fonctionnement - Vue d'ensemble							
Chap.	Recettes	BP 2022 Voté décembre 2021	BP Total 2022 après BS + D.M (Juin 2022)	CA 2022 au 31/12/2022 provisoire	BP 23 Propositions des services	Ecart en Valeur € BP22/BP23	BP 2023 % du BP 2022
0 0 2	Excédent de fonctionnement reporté		6 487 362,92	6 487 362,92		-	
0 13	Atténuations de charges	25 000,00	50 000,00	75 097,73	25 000,00	-	0%
0 42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 350,00	210 350,00	207 347,00	310 500,00	300 150,00	2900%
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	1 081 000,00	1 165 389,00	1 182 187,87	1 185 000,00	104 000,00	10%
73	Impôts et taxes	12 864 000,00	13 016 000,00	13 047 828,34	13 666 000,00	802 000,00	6%
74	Dotations, subventions et participations	2 452 000,00	2 675 500,00	2 685 102,21	2 730 000,00	278 000,00	11%
75	Autres produits de gestion courante	21 000,00	21 000,00	25 197,34	28 000,00	7 000,00	33%
77	Produits exceptionnels	31 650,00	39 650,00	81 515,71	10 000,00	- 21 650,00	-68%
	<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>16 485 000,00</b>	<b>23 665 251,92</b>	<b>23 791 639,12</b>	<b>17 954 500,00</b>	<b>1 469 500,00</b>	<b>9%</b>

#### 3.1.1. Les impôts et taxes (Chapitre 73)

- Comme précédemment indiqué les recettes fiscales vont augmenter de quelques 800 000€ par rapport au BP 2022 voté en décembre 2021 sous l'effet des + 7.1% d'augmentation des bases fiscales.
- Les droits de mutation, quant à eux, évoluent de +7% en moyenne annuelle et sont perçus au moment du transfert de propriété lors de la vente d'un bien immobilier. L'attractivité du territoire de par ses équipements et le tramway renforce ce phénomène. Au stade du BP 2023 ces recettes sont inscrites pour 800 000€ contre 649 000€ en 2022
- Les autres recettes restent stables pour 2023 :
  - Attribution de compensation d'ALM
  - FPIC (ALM)
  - Taxe locale sur la consommation finale d'électricité
  - Taxe locale sur la publicité Extérieure.

**BP 2023** : +6% par rapport au BP 2022, sont essentiellement prévus par la hausse des bases fiscales et la dynamique des droits de mutation.

#### 3.1.2. Les dotations de l'Etat (Chapitre 74)

- Ce chapitre connaît aussi une augmentation de **11% soit + 278 000€**

Cette progression des recettes de ce chapitre s'explique par:

- -L'augmentation de la Dotation Globale de fonctionnement (DGF) + 4.2% soit 62 000€
- La Dotation Nationale de Péréquation+ 17 000€ constatés
- Les subventions de la CAF avec la bonification du CTG (Contrat Territorial Global).
- A noter la diminution légère de la Dotation de Solidarité Urbaine (ALM) de 25 000€ compte tenu des nouveaux critères de répartition entre les communes membres et la prise en compte de critères sociaux.

**BP 2023** : Le projet de loi de finances 2023 de l'Etat prévoit donc une augmentation de diverses dotations. Les prévisions 2023 sont inscrites prudemment au niveau de ce chapitre.

### 3.1.3. Autres produits courants dont tarification des services ( chapitre 70)

- Ce chapitre prévoit une augmentation de +10% soit 104 000€ ;

Après 2 années de crise sanitaire les produits des services remontent désormais à plus d'1 million € en 2022.

Une prévision 2023 à 1 185 000€ semble logique sous réserve de crises ou d'événements significatifs.

**BP 2023** : Des inscriptions sincères sont portées à ce chapitre.

### 3.1.4. Opération d'ordre (chap 042)

Dans ce chapitre, figurent les recettes des travaux en régie qui permettent de valoriser les travaux des agents des services techniques assimilables à des travaux d'investissement.

- Cela entre dans les recettes de fonctionnement et bonifie l'autofinancement de la collectivité, elles deviennent des dépenses d'investissement.
- Quelques 207 000€ apparaissent cette année par rapport au BP 2022 fixé à 10 350€.

➤ Pour 2023 la prévision s'établit à 310 500€

### 3.1.5. les chapitres 75 et 77 sont peu significatifs de part leur montant

## 3.2. Dépenses de fonctionnement

Comme les recettes de fonctionnement, les dépenses de fonctionnement augmentent de + 9%

Section de fonctionnement - Vue d'ensemble							
Chap.	Dépenses	BP 2022 Voté décembre 2021	BP Total 2022 après BS + D.M (Juin 2022)	CA 2022 au 31/12/2022 provisoire	BP 23 Propositions des services	Ecart en Valeur € BP23/BP22	BP 2023 % du BP 2022
0 11	Charges à caractère général	3 461 330,00	3 861 746,12	3 575 000,00	4 250 000,00	788 670,00	23%
0 12	Charges de personnel et frais assimilés	8 111 000,00	8 361 000,00	8 357 805,18	8 900 000,00	789 000,00	10%
0 14	Atténuations de produits	3 000,00	14 510,00	14 510,00	3 000,00	-	0%
022	Dépenses imprévues de fonctionnement	25 000,00	25 000,00			- 25 000,00	-100%
0 23	Virement à la section d'investissement	1 013 734,00	4 492 190,88		981 500,00	- 32 234,00	-3%
0 42	Opérations d'ordre de transfert entre sec	1 900 000,00	1 900 000,00	1 813 214,37	1 800 000,00	- 100 000,00	-5%
65	Autres charges de gestion courante	1 812 236,00	1 875 895,00	1 875 000,00	1 900 000,00	87 764,00	5%
66	Charges financières	140 000,00	140 000,00	115 000,00	110 000,00	- 30 000,00	-21%
67	Charges exceptionnelles	18 700,00	18 700,00	17 150,96	10 000,00	- 8 700,00	-47%
	<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>16 485 000,00</b>	<b>20 689 042,00</b>	<b>15 767 680,51</b>	<b>17 954 500,00</b>	<b>1 469 500,00</b>	<b>9%</b>

Il est difficile cependant de comparer les années les unes avec les autres tant l'évolution des charges est sensible aux contextes du moment.

### 3.2.1. Charges à caractère général (chapitre 011)

Ces dépenses constituées des achats de fournitures, carburants, de l'énergie, de prestations de services ou encore de frais de formation ou de déplacement, ont logiquement subi une forte inflation en 2022.

➤ Le BP 2023 est porté à **+23 % soit + 788 670€**

Déjà prégnante en 2022 l'inflation demeure élevée ce chapitre est donc abondé des effets estimés de cette dernière.

On peut citer :

- Le coût de l'énergie x 2.5 à 3 environ
- Le papier + 80%
- L'ensemble des marchés de fournitures environ + 10% dont restauration etc...

Des mesures sur l'énergie sont déjà prises et la rationalisation des locaux de la collectivité ainsi que les bonnes pratiques énergétiques sont en développement visant à absorber une partie des coûts.

C'est un changement de comportement qui est initié et cela de manière pérenne.

Cela impacte les agents de la commune mais aussi les habitants (fermeture de salles).

Cependant comme indiqué page 5 « économie nationale » l'inflation en 2023 devrait se situer à 4.7% d'après les économistes.

Cette baisse de l'inflation devrait bénéficier aux finances de la collectivité de manière générale.

**BP 2023** : + 23% sur BP 2022 à services constants.

### 3.2.2. Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre regroupe les indemnités aux élus de la collectivité, les subventions d'équilibre des budgets annexes CCAS-Multi-Accueil-Réserves Foncières et SIRI ainsi que le le soutien financier aux associations locales

- **Les indemnités aux élus selon l'article Article L2123-24-1-1 du CGCT**

Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Nom prénom	Fonction	Brut
HOUSSIN-SALVETAT Caroline	Maire	42 740,58 €
BERGUE Magali	Adjoint au maire	13 919,40 €
CROS Severine	Adjoint au maire	13 919,40 €
DE SINGLY Marc	Adjoint au maire	13 919,40 €
GUEMAS GALLARD Agnès	Adjoint au maire	13 919,40 €
HALLIGON Jean	Adjoint au maire	13 919,40 €
LUCAS Patrice	Adjoint au maire	13 919,40 €
PINON Herve	Adjoint au maire	13 919,40 €
POIROUX Philippe	Adjoint au maire	13 919,40 €
RAULT Mangala	Adjoint au maire	13 919,40 €
LEBOEUF Guylène	Conseiller municipal délégué	1 465,20 €
VERGER Michel	Conseiller municipal délégué	1 465,20 €
GUETTIER Céline	Conseiller municipal	456,30 €
LE MONNIER Regine	Conseiller municipal	417,30 €
BAILLIF APPLINCOURT Sophie	Conseiller municipal	366,30 €
BOLO PHILIPPE	Conseiller municipal	366,30 €
BOURSIN Mélanie	Conseiller municipal	366,30 €
CESBRON Catherine	Conseiller municipal	366,30 €
CHEVROTIN Danniële	Conseiller municipal	366,30 €
COSSERON Jean-Claude	Conseiller municipal	366,30 €
DE VERNEUIL Alix	Conseiller municipal	366,30 €
DELETRE Alain	Conseiller municipal	366,30 €
FOGANG Louis	Conseiller municipal	366,30 €
FOUCAULT Michel	Conseiller municipal	366,30 €
LE HO Maud	Conseiller municipal	366,30 €
LEMOINE-MAULNY Estelle	Conseiller municipal	366,30 €
RAFFENEAU Hind	Conseiller municipal	366,30 €
RAT Annie	Conseiller municipal	366,30 €
SANTINHO Florian	Conseiller municipal	366,30 €
TROCHUT Céline	Conseiller municipal	366,30 €
VANBREMEERSCH Augustin	Conseiller municipal	366,30 €
VARLIN François	Conseiller municipal	366,30 €
VIAUD Laurent	Conseiller municipal	366,30 €

- Les subventions d'équilibre aux budgets annexes seront connues ces prochains jours compte tenu de la journée complémentaire de traitement (Rattachements des charges et des produits 2022 en cours).
- Cependant les subventions d'équilibre ne sauraient bien évidemment dépasser les prévisions budgétaires 2022
- Le soutien financier aux associations locales

Les dossiers de demande de subvention 2023 ont fait l'objet d'une étude approfondie afin de vérifier les capacités financières de chaque association dans un contexte de gel des activités de près de deux saisons pour certaines d'entre elles.

Ainsi, un état des lieux a été réalisé par le biais d'une enquête adressée à l'ensemble des associations avrillaises. Ce travail a permis d'identifier les points de tension à prendre en considération sur le plan financier, organisationnel et humain.

- Au plus près des associations depuis le début de la crise, la ville poursuivra son soutien au plus près des besoins constatés durant l'année 2023.

A noter, le renouvellement des conventions pluriannuelles avec les associations Pouce Poucettes et MJC seront l'occasion de structurer ces partenariats dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse, en cohérence avec l'ambition municipale.

<p><b>BP 2023</b> : + 5 % pour ce chapitre 65 compte tenu de l'inflation estimée 2023</p>
---

### 3.2.3. Charges de personnel

Nous restons dans un contexte contraint budgétairement et les efforts en matière de maîtrise de la masse salariale restent une priorité.

- A noter, que potentiellement **20 agents** pourraient faire valoir leur droit à la retraite d'ici 2025. Il s'agit là d'un réel défi à relever car cela représente **11% des agents**. C'est pourquoi il appartient à la collectivité de préparer/construire l'avenir de manière plus globale. Une modélisation des besoins sera mise en place pour une efficience accrue des personnels au sein d'un organigramme opérationnel.

#### 3.2.3.1. Structure des charges de personnel

Dépenses de personnel	BP 2023
Rémunérations titulaires	4 278 240
Rémunérations non titulaires+apprentis	991 878
NBI + Supplément familail	120 167
Régime indemnitaire	765 190
Charges sociales sur salaires	2 387 848
Autres charges de personnel	356 677
<b>TOTAL</b>	<b>8 900 000</b>

#### 3.2.3.2. Heures supplémentaires rémunérées 2022

Ce nombre d'heures complémentaires et supplémentaires sur l'année 2022 équivaut à 9 agents à Temps complet.

2022	Nombre d'heures	Montant
Heures complémentaires	11 414	127 055 €
Heures supplémentaires	2675	55 347 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 089</b>	<b>182 402 €</b>



### 3.2.3.3. Etat des effectifs budgétaires et pourvus au 1er janvier 2023

ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2023						
GRADES OU EMPLOIS	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS		
	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)	2	0	2	1	1	2
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)	67	0	67	48,7	7	55,7
FILIERE TECHNIQUE (c)	70	25,46	95,46	67,35	7,66	75,01
FILIERE SOCIALE (d)	5	7,03	12,03	8,02	1,86	9,88
FILIERE SPORTIVE (g)	5	0,5	5,5	4	1,5	5,5
FILIERE CULTURELLE (h)	4	0	4	0,8	2	2,8
FILIERE ANIMATION (i)	9	15,15	24,15	19,34	1	20,34
FILIERE POLICE (j)	10	0	10	5	0	5
EMPLOIS NON CITES (k) (5)	7	4,46	11,46	0	7,38	7,38
Apprentis	5		5		4	4
Services civiques		2,06	2,06		1,38	1,38
Contrats de projet	2		2		2	2
Parcours Emploi Compétence		1,14	1,14			0
Recenseurs		1,26	1,26			0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>179</b>	<b>52,6</b>	<b>231,6</b>	<b>154,21</b>	<b>29,4</b>	<b>183,61</b>

Durée effective du travail : 1607 h par agent à temps plein.

### 3.2.3.4. Etat des emplois permanents pourvus, par catégorie professionnelle

	A	B	C	TOTAL
au 01 janvier 2023	16,00	28,80	138,81	183,61

**BP 2023** : +10% soit + 789 000€ qui correspondent à un GVT à 1.8% et l'effet du point d'indice de + 3.5% en année pleine et sous réserve des obligations réglementaires à venir type Smic... et révision des grilles indiciaires etc....

## 4. LES ORIENTATIONS EN INVESTISSEMENT

### 4.1. Les recettes propres

Les recettes d'investissement comprennent l'autofinancement dégagé sur la section de fonctionnement et les recettes d'investissement.

#### 4.1.1. FCTVA<sup>2</sup>

Le FCTVA est une dotation versée par l'État aux collectivités territoriales et à leurs groupements, destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA qu'ils supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par voie fiscale car non assujettis à la TVA en qualité d'autorités publiques. Il constitue la principale aide de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement et est perçu, pour Avrillé avec un décalage d'un an par rapport à la réalisation de l'investissement.

Cette recette est maintenant automatisée et représente 16,404 % pour les dépenses réalisées depuis le 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022. Par exception, ce taux est de seulement 5,6 % pour de nouvelles dépenses devenues éligibles (fourniture de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage).

**BP 2023 :** Estimation à 350 000€ selon les dépenses d'investissement réalisées durant l'année civile 2022.

#### 4.1.2. Subventions d'investissement

Des recherches de financement sont opérées dès que possible afin de minimiser les coûts. Les dotations d'équipements des territoires ruraux (DETR) et de soutien à l'investissement local (DSIL) soutiennent notamment tous les projets d'équipement sportif et scolaires et seront sollicitées dès que possible.

Un soutien exceptionnel de l'Etat à l'investissement local est mis en place afin de relancer l'économie. La Ville s'inscrit dans cet élan en anticipant ses dépenses notamment d'entretien du patrimoine bâti.

Enfin, un travail actif de recherche de financements publics, privés est mis en œuvre pour les grands projets du mandat. (Médiathèque et reconstruction de la salle L.Ventura)

**BP 2023 :** Inscription des subventions déjà notifiées(reportées) et inscription de nouvelles subventions pour la Médiathèque et la salle L.Ventura à venir (DRAC et Région 1 400 000€)

<sup>2</sup> FCTVA : fonds de compensation de la TVA

## 4.2. Les dépenses d'investissement

### 4.2.1. Le Plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Il est au cœur de la prospective financière et traduit les volontés politiques d'investissement sur une période donnée. Outil de pilotage indispensable autant pour les élus que pour les cadres, il permet d'exprimer de manière exhaustive l'ensemble des projets et leur découpage dans le temps en tenant compte des délais de réalisation de chaque étape.

**Aussi, la commune en 2023 , complètera son plan pluriannuel d'investissement qui déclinera l'ensemble des opérations d'équipement prévu pour un cycle d'investissement calé sur la mandature.** Toutefois, plusieurs types d'investissements peuvent être distingués : les investissements courants, ceux de longue durée et les projets du mandat :

S'agissant des projets du mandat, les priorités pour 2023 sont la mise en œuvre rapide des projets suivants pour lesquels les avrillaises et les avrillais ont une forte attente :

L'année 2023 va connaître le début de tous ces travaux qui seront livrés fin 2025 pour L.Ventura et la Médiathèque et 2024 pour l'espace de Glisse.

- Reconstruction de la salle Lino Ventura
- Construction d'une médiathèque
- Espace de glisse dans le parc Brassens
- Transition écologique avec notamment de nombreux travaux de toiture.

L'avancée de ces projets déjà engagés permettra de définir prochainement leur plan de financement individualisé (dépenses et recettes).

### 4.2.2. Autorisations de programme / crédits de paiement (AP/CP)

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. L'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un investissement donné. Cette autorisation est accompagnée d'une répartition prévisionnelle par année civile des crédits de paiement.

Cet instrument de pilotage financier accroît la visibilité budgétaire, permet de diminuer massivement les reports de crédits en fin d'année et évite le risque de devoir mobiliser ou prévoir la mobilisation de l'emprunt par anticipation.

**EN 2023, trois AP/CP sont créées :**

**-Médiathèque**

**-reconstruction salle L.ventura**

**Programme Ad'Ap accessibilité des bâtiments publics.**

Les projets du mandat pluriannuels 2021-2026 seront gérés soit en opérations quand la durée des travaux n'excède pas une année (programmes récurrents) et sous forme d'AP/CP quand les réalisations nécessitent plus d'une année.

# PROGRAMMATION INVESTISSEMENT 2023

		2023
<b>I- Relation financière avec Angers Loire Métropole</b>		
Fonds de concours Voirie - ALM		242 000
<b>TOTAL</b>		242 000
<b>II- projets annuels</b>		
Développer un service public moderne et proche	Modernisation de l'hôtel de ville	123 000
	Budget participatif	11 000
	Acquisition foncière (CTM)	100 000
	Nouveau logiciel de gestion CTM	40 000
	Travaux sur Bât Administratif et Techniques	189 800
	Equiper des services	412 090
	<b>Sous total</b>	875 890
Dynamiser la vie associative, Culturelle et sportive	Travaux sur bâtiments sportifs	171 100
	Travaux sur bâtiments culturels	133 800
	<b>Sous total</b>	304 900
Agir pour l'environnement et la transition écologique	Etudes réseau de chaleur	55 000
	Frais d'études rénovation énergétique	49 000
	Aménagements extérieurs	216 000
	<b>Sous total</b>	320 000
Œuvrer pour la solidarité et la sécurité des avrillais	Participations PLH	10 000
	Développement de la vidéoprotection	60 000
	<b>Sous total</b>	70 000
Etre acteur de l'éducation et de l'épanouissement des jeunes	Développement/modernisation des aires de jeux	50 000
	Travaux sur bâtiments scolaires	164 300
	Construction d'un espace de glisse	350 000
	<b>Sous total</b>	564 300
<b>TOTAL</b>		2 135 090
<b>III- Fonds de concours</b>		
Aménagement ZAC Centre-ville		1 750 000
<b>TOTAL</b>		1 750 000
<b>IV - Opérations Pluriannuelles Projets structurants AP/CP</b>		
Renforcer l'attractivité de la ville et de ses équipements	Création d'une médiathèque en cœur de ville	300 000
	Reconstruction de la salle Lino Ventura	450 000
	Poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments publics	100 000
	<b>TOTAL</b>	850 000
<b>subventions</b>		
Médiathèque		1 400 000,00
<b>S/Total Subventions</b>		1 400 000,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		4 977 090,00

## 5. LA GESTION DE LA DETTE

### 5.1. La dette propre de la Ville

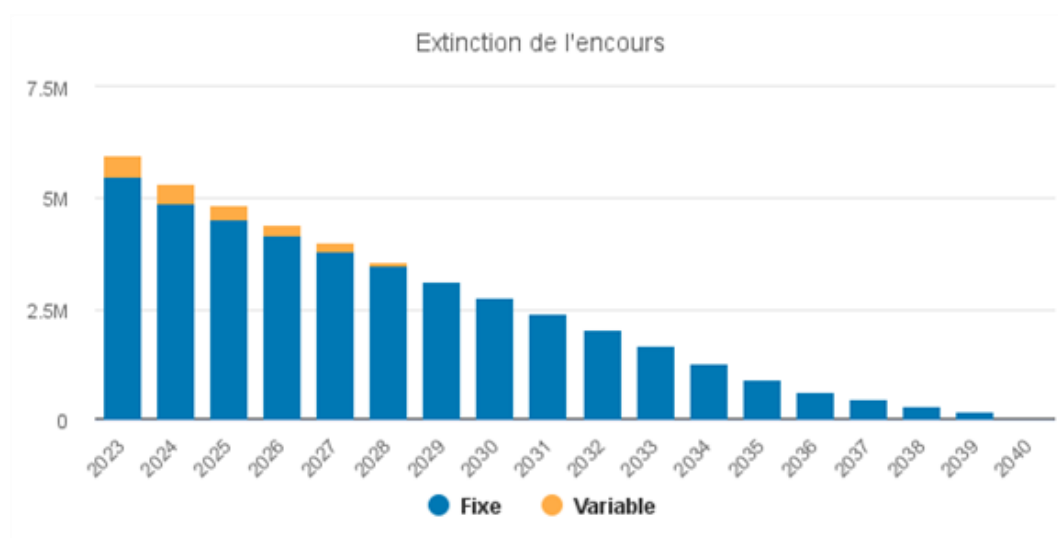
La Ville d'Avrillé n'a pas d'emprunts en devises ni d'emprunts structurés. Le taux moyen de ses emprunts est de 1,67% pour une durée de vie moyenne de 6 ans et 9 mois.

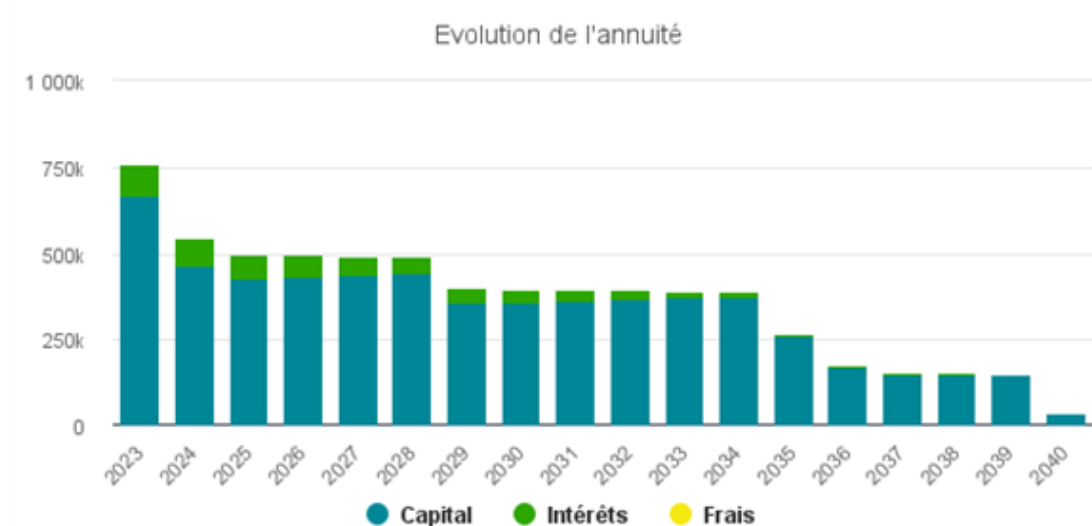
Au 01 janvier 2023, l'encours de la dette de la commune s'établira à 5 971 162.60€, et se répartira ainsi :

- Emprunt à taux fixe : 91,67 %
- Emprunt à taux variable : 8,33%

Prêteurs	au 01 janvier 2023	2023 Part sur total
La banque postale	1 473 028	24%
Caisse d'épargne	37 483	2%
Caisse française de financement local	67 799	2%
Crédit agricole	1 805 353	31%
Société générale	2 587 500	41%
<b>TOTAL encours de dettes</b>	<b>5 971 163</b>	<b>100%</b>

Comparativement à la moyenne de la strate, Avrillé conserve une dette maîtrisée et bien en deçà de ses homologues avec un encours de dette par habitant, au 01 janvier 2023, estimé à 395€ contre 816 € en moyenne nationale de la strate en 2021(source DGCL 2021)





- A noter ci-dessus la baisse de l'annuité d'emprunt entre 2023 à 2024, cette baisse vient de l'extinction de 3 emprunts en 2023.
- Pour une valeur initiale de 2.6 millions d'euros la collectivité, sans alourdir son annuité, peut emprunter pour environ 3.3M€ aux taux actuels. Cela va permettre le financement des AP/CP en 2024 avec un lancement de consultation d'emprunt fin d'année 2023

## 5.2. Les garanties d'emprunt

Il s'agit d'un contrat par lequel la Ville d'Avrillé s'engage, en cas de défaillance de l'emprunteur, à assurer au prêteur le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti.

Les garanties d'emprunts pour le logement social sont hors champ de la Loi Galland qui s'impose aux collectivités locales. Elles ne sont pas prises en compte ni dans le calcul du ratio (Galland) du plafonnement du risque budgétaire ni pour le calcul du ratio de la division du risque au profit d'un même débiteur public ou privé (ratio de la division du risque).

Le risque pris par la collectivité peut avoir une contrepartie pour le garant, la collectivité pouvant bénéficier de réservations de logements (jusqu'à 20%). D'autre part, ces garanties, en général, soutiennent une politique sociale qui n'aurait pas vu le jour en son absence. La collectivité en attend donc des retombées tant en termes d'image, de développement que d'augmentation des bases fiscales.

L'encours des dettes garanties s'élève désormais à 45 964 182 € à ce jour. Aucun emprunt garanti n'a été réalisé sur des taux structurés ce qui signifie que la Ville ne garantit pas emprunt toxique.

Il se décompose ainsi :

Bénéficiaires	Encours au 31 déc 2022	Poids sur total
CCAS Avrillé (acquisition des bâtiments de la résidence autonomie les Rosiers précédemment loués)	447 112	1%
ALTER +SPLA ANJOU (Sté publique Locale) - Financement des opérations d'aménagement concerté (ZAC) sur la commune	9 835 576	21%
SOCLOVA - Maison de santé	2 500 000	5%
Logements sociaux	33 181 494	72%
<b>TOTAL</b>	<b>45 964 182</b>	<b>100%</b>

## 6. LES GRANDS EQUILIBRES

### 6.1. Les différents niveaux d'épargne

Les prévisions, sur la section de fonctionnement, permettront d'assurer la maîtrise de notre épargne nette (=capacité d'autofinancement) et contribueront à assurer le financement de nos investissements de l'année.

	Prévisionnel	Simulation
	2022	2023
Epargne brute	3 431	3 231
taux d'épargne brute (EB/RRF)	20%	18%
Epargne nette	2 660	2 561

*Epargne brute = recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement.*

*\*Taux d'épargne brute = épargne brute / recettes réelles de fonctionnement.*

*Epargne nette = épargne brute – annuité de la dette.*

Le taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement.

- Il est généralement admis qu'un ratio **de 8% à 15%** est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.
- L'épargne brute conditionne la capacité d'investissement de la collectivité. Les investissements peuvent être financés par des ressources propres (épargne brute) et par des ressources externes (subventions, dotations et emprunts). Ainsi, par le recours à l'emprunt, l'épargne brute permet un effet de levier important : 100 d'épargne brute permettent de financer 100 d'annuités de dette, et donc d'emprunter 1 000. C'est un effet de levier de 1 à 10.
- Ainsi, un effort sur la section de fonctionnement permettant de dégager 100 d'épargne brute supplémentaire, permet par le recours à l'emprunt de financer 1000 d'investissements supplémentaires. A l'inverse, une réduction de 100 de l'épargne brute contraint à une réduction de 1000 des investissements.

### 6.2. Le besoin de financement résiduel : le recours à l'emprunt

Sur le mandat, l'emprunt sera mobilisé en priorité pour le financement des projets du mandat. Un plafond prévisionnel de 6 000 K€ est envisagé, soit légèrement en deçà de la réalisation du mandat précédent (6 907 K€)

Besoin de financement	Prévisionnel	Simulations
	2022	2023
C - Ressources investissements budg.	6 614 177	9 113 285
D - Dépenses investissements budg.	6 437 109	9 194 358
<b>Besoin financement résiduel =C-D</b>	177 068	- 81 073
<b>Besoin financement section INVT</b>	177 068	- 81 073
<b>Total sur la période</b>	95 995	

*Les besoins de financement (donc potentiellement d'emprunt) sont ceux exprimés en négatif.*

**BP 2023** : les simulations pour l'année 2023 sont indicatives, selon la reprise des résultats 2022 lors du vote du compte administratif en juin 2023 et sous réserve de l'avancée des projets structurants engagés ainsi que de l'octroi des subventions associées.

### 6.3. Capacité de désendettement

Les ratios au dernier CA (compte administratif) mettent en évidence de réelles marges de manœuvre. En effet, ils permettent d'apprécier la solvabilité de la commune, à savoir sa capacité à rembourser ses dettes financières.

A partir de la CAF brute provisoire 2022 dégagée par l'exploitation, le ratio de désendettement s'établirait à **1,74 année**. Pour information, ce ratio est de 4,26 années pour la moyenne des communes de même strate nationale.

Le seuil d'alerte est fixé à 12 ans.

## 7. LES BUDGETS ANNEXES

Deux budgets annexes viennent compléter le budget principal de la Ville : le budget réserves foncières et celui du multi accueil.

Les orientations budgétaires énoncées pour le budget principal valent pour les budgets annexes.

S'agissant des investissements, le budget multi accueil étant un budget essentiellement de fonctionnement, seront inscrits uniquement des crédits devant répondre au remplacement de matériels hors d'usage afin de ne pas pénaliser la qualité du service rendu.

Le budget réserves foncières est, quant à lui, essentiellement orienté vers la section d'investissement avec des opérations de cessions/acquisitions foncières afin de permettre de dessiner la ville de demain.

Seul ce budget annexe comporte des dettes dont l'encours s'élève au 31 décembre 2022 à 3 307 337€ soit 218 € par habitant.

Les emprunts sont répartis à 60.62% en taux fixe et 39.38% en taux variable. Les taux moyens d'emprunt sont de 2.18%.

Enfin, le tableau ci-dessous montre le désendettement de ce budget à moyen terme puisqu'à partir de 2026, la charge d'emprunt est divisée par deux.

